

**Conseil économique et social**

Distr. générale
13 novembre 2015
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2016
25 janvier-3 février et 16 février 2016

**Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations
non gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général*

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Association Devnet	3
2. Centre égyptien pour les droits des femmes	4
3. Conseil européen de la sécurité des transports	5
4. Crowley Children's Fund	6
5. Défense des enfants International	7
6. Development Alternatives with Women for a New Era	9
7. Fondation Humanus	10
8. Forum européen des personnes handicapées	11
9. Forum pour les femmes et le développement	13

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



10.	Foundation for Aboriginal and Islander Research Action Aboriginal Corporation	14
11.	Foundation for Research on Technology Migration and Integration.	15
12.	Organisation mondiale des personnes handicapées	17
13.	Sommet des Premières Nations	18
14.	Union dominicaine de journalistes pour la paix	20
15.	Union fédéraliste des communautés ethniques européennes	21

1. Association Devnet

Statut consultatif général : 1995

Introduction

L'association DEVNET (DEVNET) a été fondée en Italie en 1989 pour renforcer la coopération économique technique entre les pays en développement.

Objectifs et mission

DEVNET s'emploie à créer, promouvoir et appuyer des partenariats et des échanges entre acteurs du secteur privé, organisations de la société civile et collectivités locales dans le monde, qui sont conscients des enjeux, et ce, afin d'appuyer le développement économique, la justice sociale, la durabilité écologique, l'égalité des sexes, la résistance aux catastrophes naturelles et la paix.

Changements à signaler

DEVNET a réorienté ses projets initiaux d'échange d'informations sur des activités visant à faciliter les partenariats entre acteurs du secteur privé, communautés locales et pays les moins avancés pour promouvoir les investissements de développement durable. L'organisation axe également ses activités sur l'établissement de mécanismes d'échange de l'information pratiques entre autorités locales et secteur privé pour leur permettre l'accès aux meilleures pratiques urbaines en matière de développement durable.

Contribution à des activités des Nations Unies

DEVNET contribue actuellement à des initiatives pour des investissements de développement durable à travers des projets pilotes entre le Nicaragua et la Chine, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets. DEVNET met en œuvre un programme de formation et d'échange d'informations en direction des femmes entrepreneurs au Tibet (région autonome de la Chine) et encourage une initiative d'agro-production de cultures intercalaires au Laos.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

DEVNET a participé en Namibie, en septembre 2013, à la onzième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

DEVNET a établi un projet avec le Programme des Nations Unies pour le développement et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets intitulé « Promouvoir les investissements étrangers et les exportations agro-industrielles à de nouveaux marchés ». DEVNET collabore avec le Programme des Nations Unies pour le développement sur le projet de service de promotion de l'information technologique aux Philippines.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

DEVNET axe ses activités principalement sur le développement durable, les partenariats mondiaux pour le développement et la promotion d'entreprises responsables, conformément aux 10 principes du Pacte mondial des Nations Unies et aux objectifs du Millénaire pour le développement. DEVNET insiste également sur l'autonomisation des femmes entrepreneurs, liée à l'objectif n° 3, et mène une initiative majeure avec les autorités locales et le secteur privé sur les adaptations technologiques pour l'urbanisation durable, conformément à l'objectif n° 7.

2. Centre égyptien pour les droits des femmes**Statut consultatif spécial : 2007****Introduction**

Le Centre égyptien pour les droits des femmes est une ONG indépendante vouée à soutenir les femmes pour leur permettre de jouir de tous leurs droits et de réaliser l'égalité des sexes. Les projets du Centre couvrent l'Égypte ainsi que l'ensemble de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Objectifs et mission

L'objectif ultime du Centre est d'assurer l'égalité des sexes aux niveaux politique, social et économique par l'autonomisation des femmes afin qu'elles puissent participer efficacement à la sphère publique, de faire conjuguer les efforts des organismes publics, des médias et de la société civile pour permettre l'accès à la justice et aux droits fondamentaux aux femmes, de sensibiliser le public, de renforcer les capacités des communautés locales et des organisations de la société civile et d'inciter les autorités législatives à revoir toutes les lois opposées aux accords internationaux concernant les femmes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

Les activités et programmes du Centre contribuent à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Les questions les plus importantes traitées par le Centre au cours de la période à l'examen ont été la participation politique des femmes et la violence contre les femmes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Centre a pris part à deux réunions du Groupe consultatif mondial de la société civile de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en qualité de membre de comité. Il a également participé, en 2013, à la manifestation de la Commission de la condition de la femme sur l'élimination et la prévention de toutes les formes de violence contre les femmes et les filles.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Centre a collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour la démocratie dans le cadre d'un projet intitulé « Women in Democratic Transition in Egypt » qui vise à accroître la représentation des femmes dans la vie politique. L'organisation a aussi pris part au projet « Making Our Streets Safe for Everyone », financé par le Fonds des Nations Unies pour la population, qui traite de la question du harcèlement sexuel.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Toutes les activités du Centre contribuent à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Au cours de la période à l'examen, le Centre a, en particulier :

- produit un manuel de formation pour les femmes couvrant les procédures opérationnelles des campagnes électorales;
- rédigé un protocole avec 30 partis politiques visant à appuyer leurs membres féminins dans les prochaines élections au Parlement et aux conseils locaux;
- rédigé et défendu une loi contre le harcèlement sexuel; et
- lancé deux campagnes : l'une sur la lutte contre harcèlement sexuel et l'autre sur la promotion de la participation des femmes aux prochaines élections au Parlement.

3. Conseil européen de la sécurité des transports

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Le Conseil européen de la sécurité des transports est une organisation indépendante à but non lucratif, ayant son siège à Bruxelles, qui s'efforce de réduire le nombre de décès et de blessures associés aux transports en Europe. Il compte 52 membres à travers l'Europe.

Objectifs et mission

Le Conseil cherche à identifier et à promouvoir des mesures efficaces sur la base d'une recherche scientifique internationale et des pratiques optimales pour réduire les accidents et le nombre de victimes d'accidents des transports. Il fournit une source impartiale de conseils d'experts sur les questions de sécurité des transports à la Commission européenne, au Parlement européen et aux États membres, ainsi que des informations factuelles sous forme de rapports scientifiques, de fiches et de bulletins. Il organise également plusieurs conférences nationales et internationales annuelles, notamment des conférences sur les indicateurs de performance en matière de sécurité routière et la Conférence annuelle PRAISE.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les activités du Conseil appuient le programme de la Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020. Le projet des indicateurs de performance du Conseil encourage les pays à lancer et à mettre en œuvre des politiques nationales de sécurité routière, en donnant des exemples de succès concrets. Le Conseil s'emploie également à établir des systèmes de données pour le suivi et l'évaluation. En outre, le Conseil s'attache à améliorer la sûreté et la qualité de protection des réseaux routiers européens. Il encourage l'harmonisation juridique et les politiques européennes de sécurité routière. Il a récemment lancé une campagne de communication pour demander l'élaboration d'une stratégie politique à l'échelle européenne qui viserait à réduire le nombre de blessures graves causées par des accidents de la route.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Conseil européen de la sécurité des transports a participé à la troisième réunion mondiale des ONG en faveur de la sécurité routière et des victimes de la route, les 4 et 5 avril 2013 à Antalya (Turquie).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Conseil joue un rôle dans le Groupe d'experts du renforcement de la sécurité aux passages à niveau de la Commission économique pour l'Europe, qui œuvre à l'échelle mondiale, grâce à la collaboration du Groupe de travail des transports routiers et du transport ferroviaire.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Conseil fournit partout des outils et des connaissances uniformes pour le développement de la sécurité des transports. La création d'un système de transports sûrs et durables s'inscrit dans la droite lignée des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Conseil s'efforce d'assurer que l'Union européenne continue à jouer un rôle de chef de file dans la sécurité des transports.

4. Crowley Children's Fund**Statut consultatif spécial : 2011****Introduction**

Crowley Children's Fund est une fondation privée d'octroi de subventions basée en Californie (États-Unis d'Amérique).

Objectifs et mission

L'organisation vise à améliorer l'éducation, la nutrition et la santé de la communauté mondiale. Elle soutient les personnes et les programmes qui défendent la cause des enfants et des familles et qui leur fournissent des services aux niveaux national et mondial.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation travaille avec les enfants à risque dans le domaine de l'éducation, des soins de santé et de la réduction de la pauvreté, en soutenant et en participant à des activités bénévoles dans les pays en développement. Au cours de la période à l'examen, elle a versé 30 000 dollars des États-Unis à un orphelinat en Éthiopie. En outre, entre 2011 et 2013, elle a fourni un soutien financier à l'organisation à but non lucratif Run for Courage basée en Californie (États-Unis). Elle a également œuvré aux côtés de California Against Slavery à l'appui de la Proposition 35.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En mai 2011, l'organisation a pris part aux travaux du Conseil économique et social à New York. De plus, elle a été invitée à présenter ses efforts en 2012 pour lutter contre la traite humaine et a soumis un rapport portant en particulier sur le trafic sexuel des enfants.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été mentionnée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les objectifs du Millénaire pour le développement complètent la mission et les objectifs de l'organisation. En s'associant à California Against Slavery, Run for Courage, Global Volunteer Network et d'autres organisations, l'organisation contribue à l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim, à la réalisation de l'éducation primaire pour tous, à la promotion de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, à la réduction de la mortalité post-infantile par la vaccination dans les pays pauvres et d'autres initiatives d'appui en matière de soins de santé et à l'amélioration de la santé maternelle en collaborant avec le Centre pour la santé et le bien-être à Sacramento (États-Unis), ainsi qu'aux autres objectifs de développement.

5. Défense des enfants International**Statut consultatif spécial : 1991****Introduction**

Défense des enfants International est une organisation communautaire non gouvernementale indépendante axée sur les droits de l'homme, qui promeut et protège les droits des enfants dans 47 pays.

Objectifs et mission

L'organisation œuvre à mener une action mondiale pratique, systématique et concertée en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'enfant tels que définis par la Convention relative aux droits de l'enfant, ses protocoles facultatifs, et tous les autres instruments et normes des droits de l'homme.

Changements à signaler

Quatre bureaux régionaux géographiques ont été identifiés lors de l'Assemblée générale Internationale de DEI à Genève (Suisse). En outre, la justice des mineurs est devenue la priorité générale du mouvement de l'organisation, conformément à son plan d'action stratégique 2012-2016.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué au projet de résolution sur la protection des droits de l'enfant lors de la dix-neuvième session du Conseil des droits de l'homme. Elle a soumis un paragraphe à l'étude mondiale approfondie consacrée aux enfants privés de liberté (A/RES/69/157, paragraphe 52.d). L'organisation a également participé à des examens périodiques universels et à la rédaction de rapports alternatifs et parallèles au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant. Enfin, elle a accueilli le Groupe interinstitutions des Nations Unies sur la justice pour mineurs.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes des mécanismes des droits de l'homme relevant des Nations Unies :

- seizième – vingt-troisième et vingt-cinquième – vingt-septième sessions du Conseil des droits de l'homme, Genève (Suisse); elle a présenté des déclarations orales à toutes ces sessions et organisé plusieurs manifestations parallèles ;
- soixante-sixième et soixante-septième sessions de la Convention relative aux droits de l'enfant ; Défense des enfants International-Costa Rica est intervenue dans un panel lors de la soixante-septième session; et
- co-organisation d'un événement pour le 25^e anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a collaboré avec plusieurs procédures spéciales du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme telles que le Comité contre la torture et son Sous-Comité et le Groupe de travail sur la détention arbitraire et a également collaboré avec le Rapporteur spécial sur la question de la torture, le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage et le Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, entre autres.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement de manière directe et indirecte et plaidé pour que les objectifs de

développement durable contiennent des références spécifiques à la violence contre les enfants. Avec son projet « Feuille de route pour l'enseignement scolaire et non scolaire », Défense des enfants International-Ouganda a permis à tous les enfants en Ouganda de bénéficier d'un enseignement de qualité. Le Girl Power Project, lancé en 2011, est actuellement mis en œuvre en Afrique de l'Ouest et vise à permettre une égalité des chances pour les filles et les jeunes femmes.

6. Development Alternatives with Women for a New Era

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

Development Alternatives with Women for a New Era est un réseau de chercheurs et de militantes féministes des pays du Sud, qui œuvrent pour la justice économique et le développement durable et démocratique.

Objectifs et mission

L'organisation entend appuyer, par le biais de la recherche, d'analyses, d'activités de sensibilisation et de la formation, la mobilisation des femmes dans la société civile pour remédier aux relations sociales, économiques et politiques inéquitables à l'échelle mondiale, régionale et nationale, et promouvoir des alternatives féministes.

Changements à signaler

En 2014, le secrétariat mondial de l'organisation, précédemment basé à Manille, a été transféré aux Fidji.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période à l'examen, l'organisation a participé intensivement aux processus et aux négociations des Nations Unies concernant Rio+20, à l'examen des objectifs du Millénaire pour le développement, à la CIPD+20, à Beijing+20 et aux négociations pour l'après-2015. Elle a également organisé et co-parrainé un grand nombre de manifestations parallèles avec les Missions permanentes au cours de réunions des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation s'est beaucoup impliquée dans des réunions et des processus dans le cadre de Rio+20, à l'examen des objectifs du Millénaire pour le développement, à la CIPD+20 et à Beijing+20. Lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), l'organisation a travaillé en collaboration avec d'autres réseaux pour axer son action sur la santé en matière de sexualité et de procréation et la justice économique. Elle a participé à la quarante-septième session de la Commission de la population et du développement. Par ailleurs, elle a grandement contribué à intégrer des dispositions visant à remédier aux problèmes en matière de généralisation de la violence sexiste et d'accès équitable et universel à des soins de santé sexuelle et procréative intégrés et de

qualité. Elle a également joué un rôle actif dans les processus préparatoires en prévision de Beijing+20.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Les membres de l'organisation ont participé à titre d'orateurs à de nombreux panels et manifestations parallèles organisés par les organismes des Nations Unies. En outre, l'organisation a été un partenaire opérationnel de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et du co-secrétariat de l'organisation de la société civile d'Asie et du Pacifique sur Beijing+20, du 14 au 16 novembre 2014, Bangkok.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a lancé et publié « Breaking through the Development Silos ». Elle a participé au projet d'examen intitulé « The Power of Numbers : A Critical Review of MDG Targets for Human Development and Human Rights », et établi le document « No Empowerment without Rights, No Rights without Politics : Gender-Equality, the MDGs and the Post 2015 Development Agenda ».

7. Fondation Humanus

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

La Fondation Humanus est un think-tank camerounais qui regroupe des universitaires et experts en droits de l'homme.

Objectifs

La Fondation Humanus œuvre pour la dignité humaine par la promotion des droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques.

Changements à signaler

La fondation a changé sa stratégie opérationnelle. La nouvelle stratégie est basée sur le développement de l'expertise universitaire, ce qui fait de l'organisation un think-tank au service des droits de l'homme et la dignité humaine.

Contribution à des activités des Nations Unies

La fondation a publié un livre intitulé « L'éthique des droits de l'homme chez Teilhard de Chardin : de l'évolutionnisme à l'humanisme juridique, 2013 ». La fondation a proposé la création d'un expert indépendant sur les droits de l'homme et l'homosexualité. Elle a lancé une étude sur la gouvernance des libertés religieuses et les violations des droits de l'homme en Afrique noire. Fondation Humanus a continué son programme annuel de formation pour le plaidoyer en droits de l'homme. Tourné vers l'action et visant à renforcer la compétence des activistes dans les interventions de terrain, le programme couvre tous les instruments onusiens en droits de l'homme. La fondation s'est impliquée dans les réseaux internationaux au service des droits de l'homme et a signé des pétitions internationales.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions des Nations Unies à l'échelle nationale.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La fondation interagit régulièrement avec le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale, basé à Yaoundé, Cameroun, la Cour Pénale Internationale et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Chaque année, la fondation commémore la Journée internationale des droits de l'homme, la Journée internationale de la démocratie, la Journée de la justice internationale, et la Journée internationale de lutte contre la corruption. La promotion des droits économiques et sociaux étant désormais prioritaire dans sa stratégie opérationnelle, la fondation mène également un plaidoyer pour un accès universel à l'eau potable.

8. Forum européen des personnes handicapées

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

Le Forum européen des personnes handicapées est une organisation-cadre qui représente les intérêts de 80 millions de personnes handicapées en Europe.

Objectifs et mission

La mission de l'organisation est d'assurer la pleine égalité et l'intégration sociale pour toutes les personnes handicapées, par le respect et la promotion des droits énoncés dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Changements à signaler

L'organisation a mis en place un comité consacré à la Convention relative aux droits personnes handicapées. Elle examine également sa constitution et ses méthodes de travail pour assurer leur conformité avec la Convention.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a œuvré en faveur d'une rapide ratification de la Convention par l'Union européenne et ses États membres. Elle a co-organisé un certain nombre d'événements pour promouvoir les droits spécifiques protégés en vertu de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle a élaboré, en collaboration avec ses membres et organisations partenaires, un rapport alternatif sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées dans l'Union européenne. Par ailleurs, l'organisation a été nommée président du cadre de suivi de l'Union européenne pour la Convention relative aux droits des personnes handicapées en 2013 et 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Conférences annuelles des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées (New York) ; elle a par ailleurs organisé des manifestations parallèles conjointes en collaboration avec la Commission européenne en 2013 et 2014;
- cinquième – douzième sessions du Comité de la Convention relative aux droits des personnes handicapées à Genève (Suisse); elle a par ailleurs présidé une manifestation parallèle sur le rapport alternatif autrichien à la huitième session;
- quatrième, cinquième et sixième réunions du Groupe de travail de Convention relative aux droits des personnes handicapées des institutions nationales européennes des droits de l'homme, 24-25 octobre 2012, 14-15 mai 2013 et octobre 2014; et
- L'organisation a prononcé une allocution à la Conférence « CRPD and European Union Structural Funds – The way ahead for Independent Living », organisée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le 7 mai 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation coopère étroitement avec le secrétariat du Comité de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et les membres du Comité dans l'examen des pays européens. Elle rend compte de la situation des handicapés dans les pays européens à d'autres organes conventionnels des Nations Unies, tels que le Comité des droits de l'enfant, le Comité des droits de l'homme et l'examen périodique universel.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

De 2009 à 2013, l'organisation a contribué au projet « MUSAWA » de l'Organisation arabe des personnes handicapées et Handicap International, en renforçant les capacités des organisations de personnes handicapées dans la région arabe. Elle a œuvré dans le cadre de l'International Disability Alliance pour la promotion de l'intégration des personnes handicapées dans le cadre pour l'après-2015.

9. Forum pour les femmes et le développement

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

Le Forum pour les femmes et le développement est un centre d'informations sur les questions féminines internationales qui met l'accent sur la diffusion des informations et la coopération au développement axée sur les femmes. L'organisation se compose de 64 organisations et comités de femmes dans les partis politiques, les syndicats et les organisations d'aide et de solidarité.

Objectifs et mission

L'objectif principal du Forum est d'aider à améliorer la situation sociale, économique et politique des femmes au niveau international. Le Forum pour les femmes et le développement établit des partenariats avec des organisations sœurs à l'échelle internationale pour appliquer les droits des femmes et améliorer leur situation. Il s'emploie à sensibiliser l'opinion sur la condition de la femme en général par les relations publiques et l'information, la communication, le plaidoyer auprès des autorités norvégiennes, des organisations d'aide internationales, des organismes des Nations Unies et des institutions multilatérales, ainsi qu'en coordonnant et en facilitant la coopération entre organisations féminines.

Changements à signaler

En 2011, le Forum pour les femmes et le développement a renouvelé sa stratégie visant à axer ses efforts sur six domaines principaux : les femmes et les changements climatiques; les droits et la santé des femmes en matière de sexualité et de procréation; la violence contre les femmes; les femmes, la paix et la sécurité, la participation et les droits politiques des femmes; et la participation et les droits économiques des femmes.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Forum pour les femmes et le développement a joué un rôle actif à l'égard des questions des femmes et des changements climatiques, l'après-2015, les droits et la santé en matière de sexualité et de procréation, la violence contre les femmes et l'autonomisation économique des femmes, par l'organisation d'ateliers, la rédaction de livres blancs et la participation à l'Assemblée générale des Nations Unies et à la Commission de la condition de la femme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Forum pour les femmes et le développement participe annuellement aux travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la Commission de la condition de la femme. Il a également participé, entre autres, à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), à Rio de Janeiro (Brésil), du 20 au 22 juin 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Forum pour les femmes et le développement agit en qualité de Comité national de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Il a également travaillé en étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance dans divers domaines, dont le programme de développement pour l'après-2015.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Forum pour les femmes et le développement a publié un rapport d'étape sur les objectifs du Millénaire pour le développement et un rapport sur les femmes et les changements climatiques. Il a également mené des campagnes nationales sur des

questions liées à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au cours de la période à l'examen.

10. Foundation for Aboriginal and Islander Research Action Aboriginal Corporation

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

La Foundation for Aboriginal and Islander Research Action Aboriginal Corporation a été créée en 1977 pour défendre les droits des aborigènes et des populations insulaires du détroit de Torres en Australie, en accordant une attention particulière aux besoins et aux aspirations de la population dans le Queensland (Australie).

Objectifs et mission

La fondation a pour objectif d'effectuer des travaux de recherche sur tous les aspects des coutumes, de la culture, du patrimoine des aborigènes et des populations insulaires du détroit de Torres et à en diffuser les résultats auprès des groupes aborigènes et insulaires du détroit de Torres, des gouvernements, des églises et du grand public. La fondation mène également des consultations sur la législation relative aux aborigènes et aux populations insulaires du détroit de Torres et informe sur ces questions à travers l'État du Queensland (Australie).

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La fondation a participé aux forums internationaux pertinents des Nations Unies en vue d'une meilleure compréhension de la situation des droits fondamentaux des peuples autochtones en Australie, dans la région du Pacifique et à l'échelle mondiale. Elle a contribué aux travaux de l'Organisation des Nations Unies en encourageant les délégations à prendre part aux forums des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et en participant à diverses études sur des questions thématiques associées aux peuples autochtones.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La fondation participe régulièrement aux réunions annuelles de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones et celles du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones. Elle a en outre assisté aux sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme et aux auditions de l'examen périodique universel. Elle a également participé aux réunions de la Convention sur la diversité biologique, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La fondation a collaboré avec le Secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, notamment sur des questions touchant les peuples autochtones dans le monde.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La fondation a participé à des réunions, des forums et des discussions sur les principales stratégies de l'Organisation des Nations Unies, qui comprennent l'examen des objectifs du Millénaire pour le développement et leurs impacts sur les peuples autochtones. De plus, elle reconnaît et commémore des manifestations organisées par les Nations Unies telles que la deuxième Décennie internationale des peuples autochtones (2005-2014) et la Conférence mondiale sur les peuples autochtones de l'Assemblée générale en 2014.

11. Foundation for Research on Technology Migration and Integration

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Foundation for Research on Technology Migration and Integration mène des activités de recherche scientifique, d'appui technique, d'analyse et d'évaluation industrielle, financière et socio-économique pour maintenir des processus de migration et l'intégration de systèmes technologiques dans tous les domaines de la société.

Objectifs et mission

Les activités de l'organisation visent à soutenir les gouvernements et les administrations publiques en Italie et à l'étranger, le parlement national et le Parlement européen, la Commission européenne et le Conseil économique et social des Nations Unies. L'organisation coopère avec les universités et instituts de recherche européens pour promouvoir l'exploitation économique des résultats et le développement technologique, sur la base de la création de filiales essaimées. Elle favorise les synergies entre les investissements institutionnels et le capital risque pour réaliser des activités structurelles et de projet de haut contenu technologique.

Changements à signaler

En 2011, l'organisation a établi un partenariat avec l'Università degli studi internazionali di Roma (Italie), créant ainsi des synergies supplémentaires pour la réalisation des objectifs de l'organisation et de l'université.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a rejoint en 2012 l'initiative mondiale des « Centres d'excellence sur l'atténuation des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires », mis en place conjointement par la Commission européenne et l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice dans

plusieurs régions du monde, en vue de contribuer au renforcement de la paix et de la stabilité dans les régions concernées. L'organisation a entrepris différentes activités pour soutenir les pouvoirs publics dans plusieurs pays pour qu'ils puissent renforcer leurs capacités et préserver la sûreté et la sécurité de leurs citoyens et de l'environnement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la manifestation parallèle à la Réunion des États parties à la Convention sur les armes biologiques, le 5 décembre 2014 à Genève (Suisse), où elle a été invitée à proposer l'approche et les résultats de ses activités de soutien à des institutions en Asie du Sud-Est, comme meilleure pratique dans l'exécution de projet.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Outre sa coopération avec le Conseil économique et social, l'organisation a mis en œuvre trois projets sous les auspices des Centres d'excellence de l'Union européenne sur l'atténuation des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, initiative lancée en coopération entre la Commission européenne et l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, avec le soutien du Service européen pour l'action extérieure.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Foundation for Research on Technology Migration and Integration a aidé à organisé les cérémonies des Prix de l'Organisation des Nations Unies pour les objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a en outre soutenu l'objectif n° 2 par la coopération internationale en faveur des établissements d'enseignement des pays en développement. Enfin, l'organisation a contribué, au titre de sa coopération avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, à l'atténuation des risques liés au matériel et aux agents chimiques et biologiques et au renforcement de la coopération aux niveaux national, régional et international.

12. Organisation mondiale des personnes handicapées

Statut consultatif spécial : 1983

Introduction

L'Organisation mondiale des personnes handicapées est un réseau mondial d'organisations nationales de personnes handicapées. Elle est présente dans plus de 150 pays à travers le monde.

Objectifs et mission

L'Organisation mondiale des personnes handicapées vise à assurer la pleine participation de toutes les personnes handicapées à la vie normale par la promotion et la protection de leurs droits fondamentaux. Elle centre ses activités sur les personnes handicapées dans les pays en développement, dans lesquels vivent 80 %

du milliard de personnes handicapées dans le monde et 20 % des personnes les plus pauvres et les plus défavorisées de la planète.

Changements à signaler

L'Organisation a étendu ses activités à la région arabe, à la Communauté d'États indépendants et à de nombreux pays éloignés, comme dans les îles du Pacifique.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Organisation mondiale des personnes handicapées contribue régulièrement au bulletin en ligne des Nations Unies sur le handicap, ONU Enable. Elle a désigné des personnes handicapées pour divers événements, réunions et conférences des Nations Unies, notamment la Conférence annuelle des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées depuis 2012. L'Organisation a organisé une manifestation parallèle en marge de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le handicap et le développement, le 23 septembre 2013. Elle a également organisé deux forums mondiaux en marge des septième et huitième Conférences annuelles des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Organisation mondiale des personnes handicapées participe régulièrement à la Conférence annuelle des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle a co-parrainé le premier Forum sur le handicap et le développement organisé par le Département des affaires économiques et sociales en juillet 2013. Elle a participé à la réunion du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la Santé, tenue à Genève (Suisse) en janvier 2013. Elle a également été représentée à la réunion du Conseil des droits de l'homme à Genève (Suisse) en février 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Organisation a favorisé et exécuté les consultations en ligne sur « un programme de développement qui tienne compte de la question du handicap pour 2015 et au-delà », organisées par le Département des affaires économiques et sociales et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. L'Organisation a prononcé une allocution à l'occasion du Forum du Partenariat mondial pour les enfants handicapés organisé par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Elle a largement participé au premier Congrès pour la réadaptation à base communautaire organisé par l'Organisation mondiale de la Santé en 2012.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Au cours des dernières années, l'organisation a porté son attention sur le cadre de développement pour l'après-2015. Elle a plaidé avec les coordonnateurs handicap dans les différents organismes des Nations Unies et dans son réseau en faveur de l'intégration du handicap dans les objectifs de développement durable, notamment dans l'objectif n° 1 relatif à la pauvreté et l'objectif n° 3 relatif à la santé.

13. Sommet des Premières Nations

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Le Sommet des Premières Nations représente les intérêts des Premières Nations s'efforçant de négocier des traités dans l'ensemble de la province de Colombie-Britannique (Canada). Cinquante-et-un organes gouvernementaux ou politiques des Premières Nations (70 % de la population des Premières Nations de la Colombie-Britannique) sont représentés par le Sommet des Premières Nations.

Objectifs et mission

Les objectifs du Sommet des Premières nations sont les suivants : permettre aux Premières Nations d'examiner les questions relatives à la négociation de traités; leur servir de cadre pour l'examen des questions d'intérêt commun; défendre leurs intérêts en facilitant la négociation de règlements conventionnels justes et équitables, améliorer la qualité de vie des populations des Premières Nations de la Colombie-Britannique et obtenir la reconnaissance et le respect de leurs droits et titres.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Sommet des Premières nations mène des activités de sensibilisation aux problèmes d'ordre politique, social, culturel et économique auxquels sont confrontées les Premières nations en Colombie-Britannique. Il a œuvré pour des solutions politiques et stratégiques pérennes et concrètes à ces problèmes. Une grande partie de ces activités est menée sous les auspices de l'Instance permanente sur les questions autochtones et par la mobilisation en faveur de l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Sommet des Premières nations a participé aux réunions suivantes :

- Toutes les sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones, mai 2011-2014 (New York); et a collaboré à des déclarations communes à toutes les sessions;
- Toutes les sessions du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, juillet 2011-2014, Genève (Suisse); et a collaboré à des déclarations communes sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones aux cinquième, sixième et septième sessions; et
- La Conférence mondiale sur les peuples autochtones, septembre 2014 (New York).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Sommet des Premières nations a soumis un exposé écrit au Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones en mai 2011, contribuant au rapport thématique au Conseil des droits de l'homme sur une étude sur les industries extractives et les peuples autochtones. En janvier 2012, le Sommet des Premières nations a collaboré à des exposés soumis au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale au titre de son examen consacré au Canada lors de sa quatre-vingtième session. Le Sommet a collaboré à un exposé conjoint soumis au Conseil des droits de l'homme au titre de l'examen périodique universel concernant le Canada, (deuxième cycle), octobre 2012.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Sommet des Premières nations favorise la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement par sa participation au Conseil de direction des Premières nations, qui réunit les trois organisations politiques autochtones en Colombie-Britannique et le gouvernement de la Colombie-Britannique pour établir une nouvelle relation fondée sur le respect et la reconnaissance des droits et titres des peuples autochtones. Le Sommet des Premières nations s'emploie aussi à faire adopter pleinement la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui traite de la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement.

14. Union dominicaine de journalistes pour la paix

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

L'Union dominicaine de journalistes pour la paix a été créée en 1986, dans le cadre de l'Année internationale de la paix.

Objectifs et mission

L'organisation œuvre pour l'avènement d'un monde sans armes et à l'abri des guerres, par la coopération avec des organisations nationales et internationales en faveur de la paix universelle, telles que les Nations Unies ; la promotion des idées pacifistes; et la mise en œuvre de programmes éducatifs, de séminaires, d'ateliers et de conférences sur la paix.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue aux activités des Nations Unies principalement à travers des cours, des ateliers et des séminaires. Elle a notamment organisé les événements suivants au cours de la période à l'examen :

- Formation sur les techniques de règlement pacifique des conflits (2011);

- Panel intitulé « Need for Reform of the United Nations » (2012);
- Formation intitulée « The United Nations and the teaching of human rights from a gender perspective » (2012);
- Séminaire sur « The United Nations and the right to peace » (2014); et
- Panel sur le thème « Role of the United Nations in bringing peace to the Middle East » 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été mentionnée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été mentionnée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a visé les objectifs suivants :

- Objectif n° 2 : elle a fourni un appui au Gouvernement dominicain pour le programme d'alphabétisation Quisqueya;
- Objectif n° 3 à la faveur de conférences, de panels et d'entretiens radiophoniques et télévisés à des personnalités féministes;
- Objectif n° 6 à la faveur de séminaires en direction de la population vivant dans des taudis sur la prévention du VIH/sida; et
- Objectif n° 7 à travers des actions de plaidoyer pour transformer Loma Miranda en un parc national; et des séminaires sur la nécessité d'assurer la viabilité environnementale.

15. Union fédéraliste des communautés ethniques européennes

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

L'Union fédéraliste des communautés ethniques européennes est l'organisation-cadre européenne des minorités nationales et groupes ethniques autochtones en Europe. En 2014, l'UFCE comptait 90 organisations membres, avec plus de 400 minorités européennes.

Objectifs et mission

L'Union représente les intérêts des minorités nationales autochtones en Europe, qui enregistrent souvent des taux de pauvreté plus élevés par rapport au reste de la population.

Changements à signaler

En 2011, des changements notables ont été apportés aux statuts en ce qui concerne les catégories de membres. En 2013, quelques changements techniques ont été adoptés sur la représentation légale.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Union travaille avec l'Union européenne, le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes dans le domaine des minorités européennes. Elle organise, tous les ans, le plus grand rassemblement des minorités autochtones en Europe. Elle s'est attelée en collaboration avec la Commission européenne aux langues régionales et minoritaires. Elle a participé à de nombreuses manifestations, conférences et auditions dans des institutions internationales, universitaires et gouvernementales, à titre d'expert, d'invité ou d'orateur principal au cours de la période à l'examen. En outre, l'Union a effectué des visites d'étude, élaboré des notes d'orientation et soumis des résolutions.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Union a présenté un exposé écrit à l'occasion de la vingt-cinquième session du Conseil des droits de l'homme : « Exposé écrit présenté par l'Union fédéraliste des communautés ethniques européennes. La situation de la minorité turque de Thrace occidentale en Grèce (20/02/2014 : A/HRC/25/NGO/20).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été mentionnée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Union n'a pas porté son attention sur des initiatives spécifiques vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, mais s'est plutôt intéressée à la promotion des droits des minorités, à la lutte contre la discrimination et à l'amélioration de la situation des minorités en Europe.
